

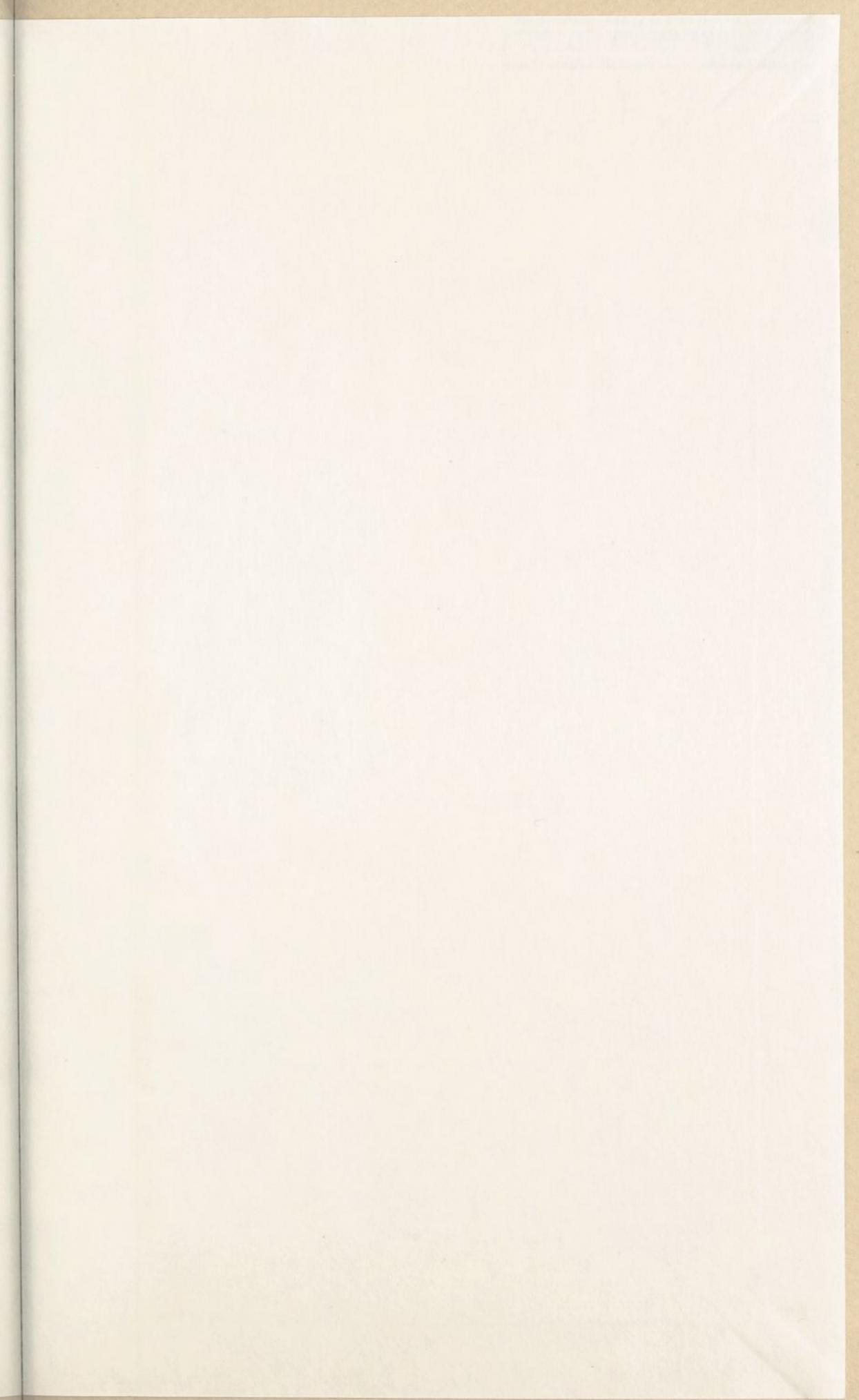
pierre monatte la lutte syndicale

présentation de colette chambelland

françois maspero

BS 32





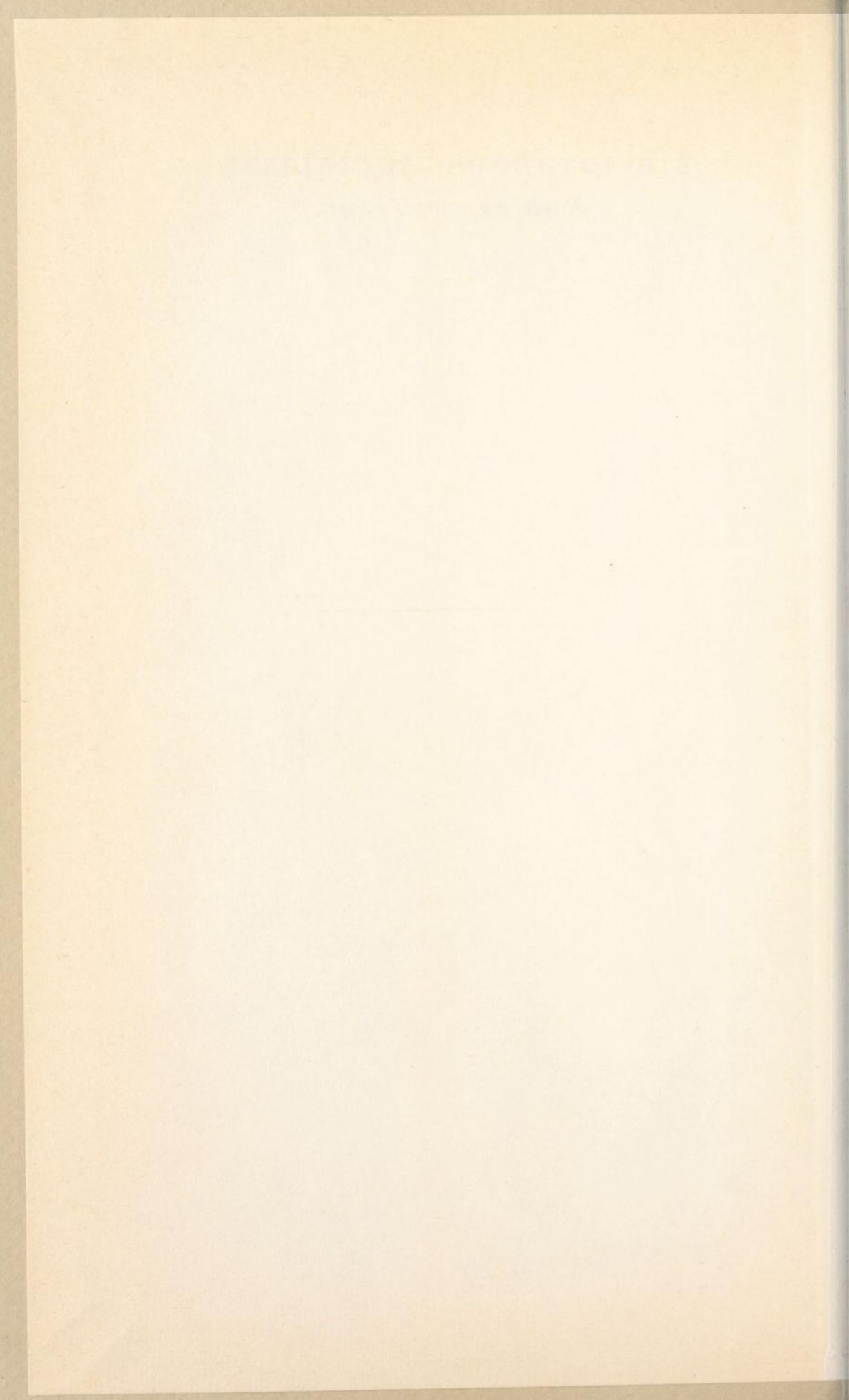
RILEY DUNN & WILSON LTD 1997

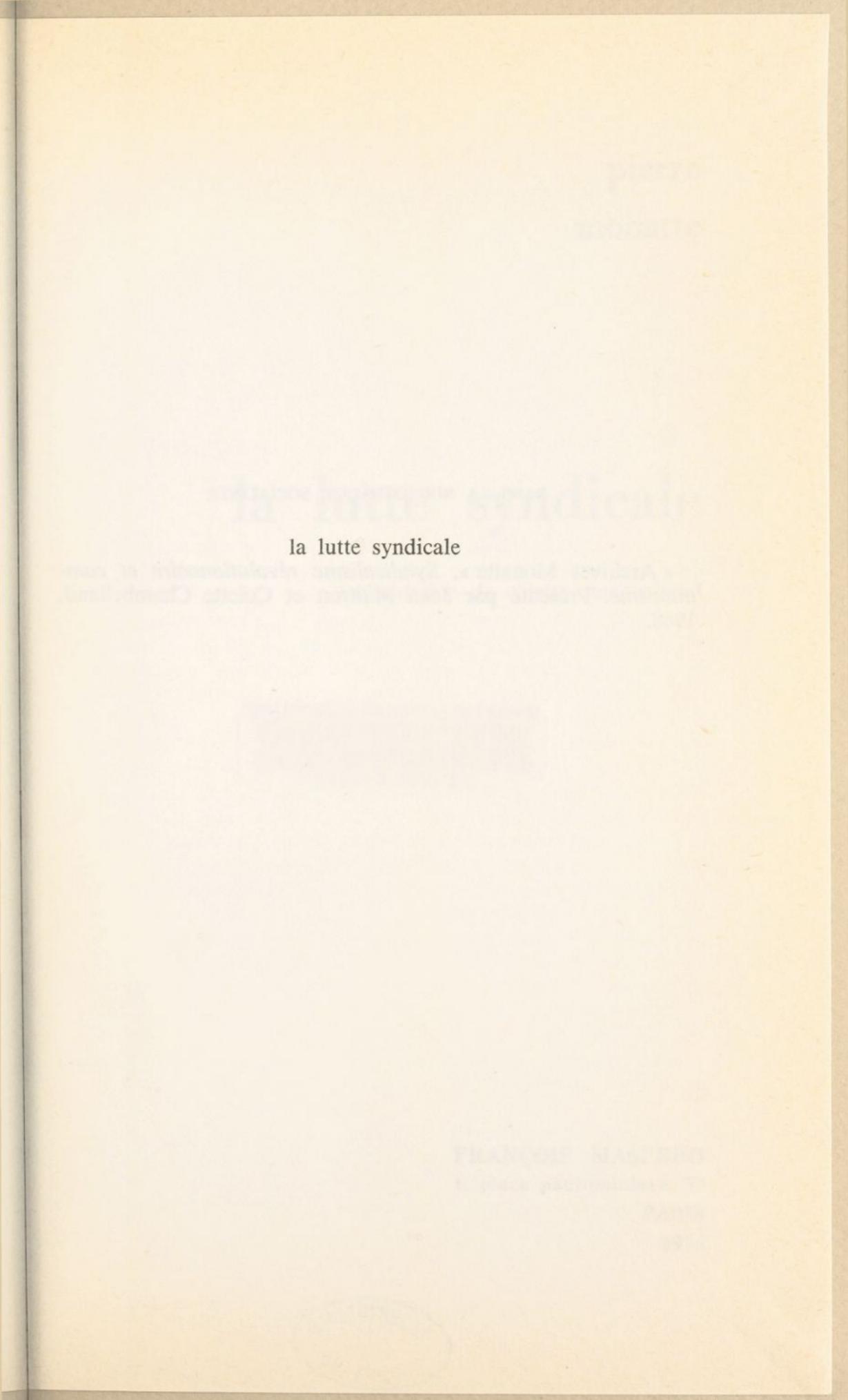
37489005

BIBLIOTHEQUE SOCIALISTE

dirigée par georges haupt

8 D1 2000-429094





DANS LA BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE

« Archives Monatte », Syndicalisme révolutionnaire et communisme. Présenté par Jean Maitron et Colette Chambelland, 1968.

pierre monatte

la lutte syndicale

présentation de colette chambelland

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7513 00481012 2

FRANÇOIS MASPERO

1, place paul-painlevé, V°

PARIS

1976





© Librairie François Maspero, Paris, 1976. ISBN 2-7071-0875-8

Présentation

L'histoire ouvrière est d'abord celle de la classe ouvrière, de ses structures, de ses luttes, de ses organisations, mais aussi celle des idéologies. Trop longtemps, on n'a étudié, dans l'abstrait, que les théories; trop longtemps seules les confédérations ont fait l'objet de travaux et encore ceux-ci étaient-ils généraux et utilisaient toujours les mêmes documents. Peu à peu une histoire plus scientifique, plus fouillée, a permis une approche différente qui nous fait connaître mieux la réalité ouvrière, les cadres économiques, les fédérations, les unions départementales, les adhérents des syndicats eux-mêmes, le détail des grèves. A des études idéologiques, générales, succèdent des travaux partiels, minutieux, quantitatifs auxquels une discipline universitaire donne rigueur et sérieux, mais qui ne sont pas exempts d'académisme et à qui certains reprochent de désamorcer la portée révolutionnaire de l'histoire ouvrière. Dans ces histoires, les militants d'envergure nationale ont été parfois étudiés, pas toujours bien d'ailleurs. Il a fallu attendre le dictionnaire biographique entrepris par Jean Maitron pour connaître le détail des vies des plus grands, comme des plus obscurs. Le beau livre de Jacques Julliard sur Fernand Pelloutier, la thèse de Christian Gras sur Alfred Rosmer ont montré l'apport des biographies individuelles. Ils ont surtout remis à une place plus juste des hommes représentant un courant du mouvement révolutionnaire sur lequel le silence avait été fait.

La trace que laissent les militants dans l'histoire dépend moins de leur valeur propre et de leur action que de l'écho qui en est donné. Certains militants, certaines tendances ont été véritablement laminés, jugés sommairement, rejetés ou, pire en-

core, passés sous silence. Si l'on privilégie l'action des masses, on ignore le phénomène minoritaire, on le dévalorise, souvent on le méprise. Si les évolutions actuelles, en particulier celle de la C.F.D.T., ont un peu modifié les états d'esprit, seules deux grandes tendances, le réformisme et le communisme, ont été officiellement reconnues. Certains hommes, refusant aussi énergiquement l'une et l'autre, sont apparus comme des vaincus de

l'histoire, accrochés à des conceptions périmées.

Pierre Monatte a longtemps fait partie de ces oubliés, connu seulement d'un petit groupe. Son nom apparaissait peu, suivi souvent d'une note fielleuse dans des histoires officielles. La publication en 1968 d'une partie de ses « Archives » a permis de mieux le connaître ainsi que ses amis, de mieux situer son action. Une évolution s'est faite aussi qui permet de dépasser des querelles anciennes. Cependant, quand on récapitule ce que Monatte a donné au mouvement syndical, on ne peut manquer d'être surpris de la disproportion entre son apport et la place qui lui est accordée dans l'histoire syndicale et sociale.

Sans doute, beaucoup ne connaissent pas son œuvre. Un seul livre de lui est paru, en 1958: Trois Scissions syndicales. Il a beaucoup écrit, mais dans des revues, maintenant accessibles aux seuls lecteurs des bibliothèques. Notre premier souci a donc été de rechercher des articles, de les mettre à la disposition de nouveaux lecteurs. Nous avons fait ce choix en fonction de ce qui fut l'essence même de la vie de Monatte : la lutte syndicale, et en ne retenant que des textes importants, posant des problèmes fondamentaux. Nous les publions dans l'ordre chronologique; il sont ainsi des jalons permettant de connaître la vie et l'évolution de la pensée de Monatte. Nous n'avons pas voulu en faire une édition savante : les textes sont clairs et se suffisent à eux-mêmes.

Pierre Monatte (1881-1960) fut un militant quasi sans fonction, puisque son seul poste fut d'être membre du Comité confédéral de la C.G.T. de 1904 à 1914. Il ne fut jamais permanent d'une organisation et, à part son passage de deux ans à la direction de la vie sociale de L'Humanité, il occupa des emplois modestes : surveillant d'internat et employé de librairie dans sa jeunesse, puis, correcteur d'imprimerie, métier qu'il exerça jusqu'à sa retraite en 1952.

Deux actions essentielles marquent sa vie: la fondation, en 1909, de La Vie ouvrière et celle, en 1925, avec un « noyau » de militants, de La Révolution prolétarienne. Deux grands refus le caractérisent : le refus de la guerre et de l'union sacrée

en 1914, le refus de la déviation stalinienne dès 1924. Sa fidélité au syndicalisme d'action directe, sa croyance en la capacité révolutionnaire de la classe ouvrière ne faiblirent jamais. Refuser à la fois le réformisme, le jeu parlementaire, la « banqueroute frauduleuse de la révolution russe », l'appareil bureaucratique des partis, le dogmatisme des idéologues, c'était accepter d'être assailli de toutes parts. Etre à contre-courant dans les périodes les plus difficiles sans faiblir fut sans aucun doute une épreuve, mais Monatte supportait d'être minoritaire, hérétique (il intitulait d'ailleurs ses chroniques régulières dans La Révolution prolétarienne, le « Carnet du sauvage »). Il n'en tirait cependant nulle gloire, il y trouvait la force mais non l'orgueil. Jamais, quoi qu'en aient dit certains, il ne fut aigri. C'était pour lui une raison de plus de continuer la lutte en expliquant inlassablement que les possibilités révolutionnaires de la classe ouvrière renaîtraient mais qu'il fallait pour cela éduquer, mais éduquer dans et par l'action, étudier attentivement les échecs, éclairer la réalité par un regard critique. Il se voulait dans la ligne des militants de la Ire Internationale, continuateur de Pelloutier, soucieux d'un socialisme, d'un syndicalisme libertaires et libérateurs.

Colette CHAMBELLAND

Premières armes

Né à Monlet (Haute-Loire) le 15 janvier 1881, d'une mère dentellière et d'un père maréchal-ferrant-forgeron, Pierre Monatte entra comme boursier au collège de Brioude. A quinze ans, il adhéra aux jeunesses socialistes de Clermont-Ferrand et, à dix-sept ans, collabora au Tocsin populaire du Berry et de l'Auvergne, de tendance blanquiste. Il confia, plus tard, avoir été très marqué par la lecture vers treize ou quatorze ans des Misérables qui l'orientèrent vers le socialisme.

Après son baccalauréat, il devint répétiteur de collège dans l'Académie du Nord : successivement à Dunkerque en mai 1899, à Abbeville, au Quesnoy en 1901, à Condé-sur-Escaut en 1902. Il se lia avec le poète Léon Deubel et avec des militants syndicalistes de la région, surtout avec Delzant, militant verrier de Fresnes-sur-Escaut. Il lit assidûment les publications anarchistes

et fréquente les réunions des groupes du Nord.

Supportant mal les contraintes administratives de la vie de collège, il démissionna au début de 1902 pour venir à Paris. Il avait fait la connaissance de Charles Guieysse et Maurice Kahn, animateurs de Pages libres, qui avaient été frappés par la qualité des commandes de librairie de cet abonné du Nord. Ceux-ci l'embauchèrent comme employé à l'administration de leur revue et à la librairie qui lui était attenante. Il y fit connaissance d'Alphonse Merrheim et d'Emile Pouget. Il contribua à la fondation du syndicat des employés de librairie, participa aux activités des Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes. A côté de son activité professionnelle, il collabora aux

Temps nouveaux et au Libertaire (il en assura même une courte période le secrétariat de rédaction).

En 1904, pour avoir plus de liberté, il devint correcteur d'imprimerie. La même année, Emile Pouget le fit entrer au comité confédéral de la C.G.T. comme représentant de la Bourse du travail de Bourg-en-Bresse.

Aux obsèques de Louise Michel, en janvier 1905, Benoît Broutchoux, militant mineur du Pas-de-Calais qui était sous le coup d'une inculpation et devait entrer en prison à Béthune, demanda à Monatte de le remplacer à la rédaction de L'Action syndicale de Lens, organe hebdomadaire du « jeune syndicat » des mineurs du Pas-de-Calais. Monatte passa toute l'année 1905 dans le département, nouant des contacts solides avec les militants (en particulier avec Georges Dumoulin et Dehay), affermissant ses contacts avec le monde ouvrier. Il acquit surtout une expérience directe du journalisme syndical et de là datent sans doute l'importance et l'intérêt qu'il attacha toute sa vie à la presse, comme mode d'action privilégié. Il y connut aussi sa première condamnation.

Nous avons retrouvé dans les archives de Pierre Monatte les souvenirs qu'il écrivit (sans doute vers 1946) sur son action dans le Pas-de-Calais.

Pas-de-Calais (1905)

Le dimanche de l'enterrement de Louise Michel, dans l'immense cortège qui s'étendait de la gare de Lyon au-delà de la Bastille, à plusieurs reprises divers camarades me dirent : « Broutchoux te cherche, l'as-tu vu? » Je connaissais Broutchoux de nom seulement. Que pouvait-il bien avoir à me dire?

On peut difficilement se représenter aujourd'hui un enterrement comme celui de Louise Michel. Elle était morte le 10 janvier 1905 dans un pauvre hôtel de Marseille, au cours d'une tournée de conférences. Comme elle avait demandé à être enterrée au cimetière de Levallois-Perret, son corps avait été ramené à Paris. Elle tenait à être enterrée près de sa mère, près de son « compagnon d'armes » aussi, probablement de son compagnon tout court, le blanquiste Théophile Ferré, le fusillé de 1871.

Derrière le cercueil de Zola, ou celui de Jaurès, il y eut peutêtre autant de monde. Ce n'était pas le même monde derrière le cercueil de Louise Michel; ce n'était pas la même atmosphère. La « bonne Louise », l'anarchiste Louise Michel, personnifiait pour le peuple français, pour la classe ouvrière, pour toutes les écoles ou tendances socialistes, la véritable révolutionnaire. Jamais militant ou militante n'a pénétré comme elle à l'intérieur des familles ouvrières, de la plus simple à la plus aisée.

Broutchoux était venu de Lens pour l'occasion. Bien d'autres étaient venus de leur province. On a souvent rappelé qu'Aristide Briand, déjà député socialiste de la Loire, mais pas encore un renégat, fit tout le trajet, de la gare de Lyon au cimetière de Levallois, à côté d'Emile Pouget, le vieux Père Peinard, alors rédacteur de La Voix du peuple, l'hebdomadaire de la CGT.

Que me voulait Broutchoux? Il devait tout prochainement entrer en prison pour quelques mois et il avait besoin de se dénicher un remplaçant à la rédaction de L'Action syndicale de Lens. Avait-il pensé à moi de lui-même? C'est possible. Il savait que j'avais été quelques années pion dans le Nord et, en dernier lieu, ami des militants verriers de Fresnes-sur-Escaut, lorsque j'étais au collège de Condé. Il savait aussi que j'avais été un temps, un temps assez court, cuisinier du Libertaire avant de collaborer aux Temps nouveaux. Peut-être avait-il lu dans Pages libres, en 1904, l'étude que j'avais publiée sur l'affaire de Neuvilly, une affaire de militants tisseurs du Cambrésis, accusés d'avoir incendié le château de leur patronne au cours d'une grève.

Il pouvait supposer en outre que je n'hésiterais pas à lâcher mon emploi de correcteur. Au retour d'un remplacement comme celui qu'il me proposait, mon syndicat ne me laisserait pas sur le sable. En quoi il n'avait pas tort.

A force de nous chercher dans l'immense cortège, nous finîmes par nous trouver. Il m'exposa sa situation et me demanda si je ne pourrais pas le remplacer pendant deux ou trois mois. Il y avait une tâche à remplir. Impossible de l'esquiver. Certes, j'objectai que je ne connaissais pas le milieu des mineurs, son état d'esprit, ses revendications. « Ne t'en fais pas pour cela! Les copains te mettront au courant. » Telle fut sa réponse.

C'est ainsi que je me rendis à Lens quelques temps après, lorsque Broutchoux rentra en prison.

On croit généralement que le jeune syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, dont L'Action syndicale était l'organe hebdomadaire, fut fondé par les anarchistes. Erreur. Il le fut par les guesdistes, au lendemain de la grève générale des mineurs de 1902. Depuis longtemps, le POF (le Parti ouvrier français) s'était dressé avec violence contre Basly et Lamendin, les deux députés socialistes réformistes du bassin, en même temps que les chefs indiscutés du syndicat des mineurs. Mais la tentative d'un nouveau syndicat fut une déception. Les mineurs, à la suite de l'échec de la grève générale, s'éloignèrent du vieux syndicat sans rallier pour cela le nouveau. Si bien que la première équipe de militants guesdistes, Goudemetz en tête, le premier secrétaire de la Fédération syndicale des mineurs du Pas-de-Calais, nom exact du jeune syndicat, fut obligée de s'expatrier en Amérique. Les anarchistes, avec Broutchoux, ne firent que relayer la première équipe.

Après chaque grève des mineurs, que pouvaient faire ceux qui étaient renvoyés par les compagnies ? Pas question de trouver du travail dans un autre puits ou dans une autre compagnie. Ouvrir un estaminet comme l'avait fait Basly autrefois ? Difficile. Il y en avait déjà beaucoup, sinon trop. Quelques renvoyés arrivaient à se débrouiller. La plupart n'avaient d'autre ressource que d'aller chercher du travail dans les mines des Etats-Unis. Un grand exode s'était déjà produit après la grève de 1893. Il s'en produisit un second après la grève générale de 1902.

Pas mal de ces expatriés gardaient le contact avec leur ancien mouvement par le moyen de L'Action syndicale. Ils l'aidaient à tenir le coup en joignant quelques dollars au montant de leur abonnement. Quelques-uns d'entre eux devaient revenir au bout de quelques années, n'ayant pu s'habituer là-bas et y planter racine. Goudemetz, lui, ne revint pas. La plupart abandonnaient en Amérique leurs espérances révolutionnaires. Au retour, ils ralliaient Basly qu'ils avaient tant honni.

Quant au courant guesdiste dans le Pas-de-Calais, leur départ lui avait porté un coup mortel. Il ne lui restait plus qu'un seul

foyer, Arion et sa municipalité guesdiste.

Lorsque j'arrivai dans le Pas-de-Calais, la Fédération syndicale comptait dans les 300 à 400 adhérents, répartis dans une quinzaine ou une vingtaine de sections à Lens et dans une zone de dix à quinze kilomètres autour. En somme, sur les quinze puits de mines du Pas-de-Calais, nous en touchions à peine le tiers. C'était peu. Mais le vieux syndicat n'en comptait certainement pas plus. Par contre, il avait des représentants dans toutes les compagnies, soit comme délégués mineurs, soit comme maires ou conseillers municipaux. Tandis que l'influence du jeune syndicat se limitait aux compagnies de Lens, de Liévin, de Courrières, de Drocourt. Influence plus grande d'ailleurs que ne le feraient croire les effectifs, tant pour l'un que pour l'autre des deux syndicats.

Au jeune syndicat, pas de permanent. Le secrétaire Phalempin, de Fouquières-lès-Lens, un renvoyé de 1902, gagnait sa vie en vendant du poisson par tous les temps à Coron. Quand il avait remisé sa baladeuse, il enfourchait sa bicyclette et venait à Lens s'occuper du syndicat. Au moins trois ou quatre jours par semaine. Le trésorier, Augustin Dehay, un autre renvoyé, avait trouvé du travail comme vendeur de journaux. A quelques-uns, ils avaient été embauchés par le quotidien d'informations de Lille Le Grand Echo du Nord, dont la vente dépassait très sensiblement dans le bassin celle du Réveil du Nord, le quotidien lillois auquel collaborait Basly; Le Réveil avait un correspondant particulier, du nom de Vermeersch, qui s'entendait à étriller le jeune syndicat et qui ne parlait de Benoît qu'en l'appelant « Broutchoux le Mouchard » ou « le Policier Broutchoux ».

C'est Dehay qui m'accueillit à Lens. C'est avec lui que j'entretins du début à la fin les meilleurs rapports journaliers. Le matin il assurait sa tournée de journaux, l'après-midi il faisait chez lui des travaux de cordonnerie. Ancien guesdiste, il avait abandonné toute activité politique. Le syndicalisme révolutionnaire lui avait apporté la mise en pratique réelle de la lutte de classe. Entre ses mains, la caisse syndicale était scrupuleusement gérée. Celle aussi de L'Action syndicale, qui vivait de sa vente. Broutchoux était permanent comme rédacteur de L'Action syndicale. Lui, il était anarchiste et non originaire du Pas-de-Calais. Il était venu de Montceau-les-Mines. Après la grève de Montceau-les-Mines en 1901 ou bien en 1902, je ne sais plus. Son anarchisme n'était pas doctrinaire. Il était fait de syndicalisme, d'antiparlementarisme et de beaucoup de gouaille. Pour tous, amis et adversaires, voire même ennemis, il était Benoît, Benoît tout court.

Si les renvoyés des mines du Pas-de-Calais et du Nord s'expatriaient en Amérique, quelques-uns des renvoyés des autres bassins français montaient chercher de l'embauche chez les chti-mi. Ces éléments de Blanzy, de l'Allier, de la Loire, du Gard, bien qu'un petit nombre, formaient un bon petit levain dans la masse plus lourde du Nord. Ainsi, un nouvel état d'esprit se formait. Déjà bien préparé par l'expérience dégagée par le mouvement lui-même et par les grèves récentes, régionales et nationales, de mineurs.

Le vieux syndicat avait deux permanents: un secrétaire, Florent Evrard, un trésorier, Casimir Beugnet. Evrard, placide et regardé comme un bœuf au travail. Beugnet, tout le contraire, vif, remuant, chargé d'intervenir dans toutes les réunions difficiles. Tous les deux sous la coupe de Basly, potentat du vieux syndicat et de la municipalité de Lens.

Comment le vieux syndicat, si faible d'effectifs, pouvait-il s'offrir deux permanents? Il le pouvait grâce au revenu d'un reliquat de fond de caisses remontant au temps de sa vraie force, d'aucuns disaient aux souscriptions recueillies lors de la grève de 1902 et même à celle de 1893.

Peu de temps après mon arrivée, je fus appelé dans un estaminet. Là, deux ou trois messieurs voulaient me mettre au courant d'une histoire survenue à Basly. Un de ses amis l'avait trouvé en compagnie risquée avec son épouse et l'avait flanqué à la porte. L'histoire était piquante, évidemment. Mais avaitelle sa place dans L'Action syndicale?

— Si Benoît était là, il la mettrait dans le journal, me dit-on.

— Possible. Mais je ne vois pas très bien le rapport qu'elle a avec le syndicalisme. Quand Benoît sera revenu, il fera comme il l'entendra. Excusez-moi, mais je crois devoir faire autrement.

Assurément, un petit filet relatant cet exploit galant de Basly aurait amusé nos lecteurs. Je doute qu'il eût porté atteinte à sa réputation. Au contraire, peut-être. Etre un bon coq vous fait plutôt considérer en pays flamand.

Mais qui m'avait fait appeler? Je racontai l'affaire à Dehay. C'étaient de bons bourgeois de Lens. Pour eux, du moment que nous menions la vie dure à Basly sur le terrain syndical, nous étions comme eux des antibaslycots. A Lens, on se classait entre baslycots et antibaslycots, plutôt qu'entre jaunes, réformistes et révolutionnaires.

Pour nous, le réformisme de Basly confinait à la jaunisse. Les fameuses conventions d'Arras n'avaient pas touché à la base de l'exploitation des mineurs, le salaire à la tâche, soumis à tous les aléas du travail au fond de la mine, aggravé par la